



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1998/1128
30 novembre 1998
FRANÇAIS
ORIGINAL : ARABE

LETTRE DATÉE DU 29 NOVEMBRE 1998, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU
CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DE L'IRAQ
AUPRÈS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

D'ordre de mon gouvernement, je vous fais tenir le texte des lettres énumérées ci-après :

1. Lettre datée du 26 novembre 1998, adressée au Président exécutif de la Commission spéciale, M. Richard Butler, par le Sous-Secrétaire aux affaires étrangères de l'Iraq, M. Riyadh Al-Qaysi, demandant à la Commission de charger des équipes d'experts de travaux prévus dans le programme dont l'UNSCOM et la partie iraquienne sont convenues le 14 juillet 1998;

2. Lettre datée du 27 novembre 1998, adressée au Vice-Ministre iraquien des affaires étrangères, M. Tariq Aziz, par le Président exécutif de la Commission spéciale, en réponse à la lettre susmentionnée de M. Riyadh Al-Qaysi;

3. Réponse de M. Riyadh Al-Qaysi, en date du 29 novembre 1998, à la lettre du Président exécutif de la Commission spéciale datée du 27 novembre 1998.

Vu qu'il importe à nos yeux que le Conseil de sécurité soit informé des positions de l'Iraq dont il est fait état dans cet échange de lettres, je vous fais tenir ci-joint le texte desdites lettres, en vous priant de bien vouloir le porter à l'attention des membres du Conseil.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Nizar HAMDOON

ANNEXE I

[Original : anglais]

Lettre datée du 26 novembre 1998, adressée au Président exécutif de la Commission spéciale créée par le Secrétaire général en application du paragraphe 9 b) i) de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité par le Sous-Secrétaire aux affaires étrangères de l'Iraq

Dans le cadre du calendrier des travaux dont il a été convenu le 14 juillet 1998, je voudrais demander :

1. Qu'une équipe de l'UNSCOM soit chargée d'aider le personnel de contrepartie iraquien à déterminer ce qu'il est advenu des obus de 155 mm contenant du gaz moutarde;
2. Qu'une équipe de l'UNSCOM soit chargée de vérifier les empennages de R-400;
3. Qu'une équipe de l'UNSCOM soit chargée de déterminer avec le personnel de contrepartie iraquien l'emplacement précis des puits ayant servi à l'entreposage en campagne des ogives spéciales de la forêt de Fallujah et du canal de Tigris.

Je veux espérer que ces tâches seront menées à bien dans les meilleurs délais.

(Signé) Riyadh AL-QAYSI

ANNEXE II

[Original : anglais]

Lettre datée du 27 novembre 1998, adressée au Vice-Premier
Ministre iraquien par le Président exécutif de la Commission
spéciale créée par le Secrétaire général en application de
l'alinéa b) i) du paragraphe 9 de la résolution 687 (1991)
du Conseil de sécurité

Me référant à la lettre que m'a adressée le Sous-Secrétaire aux affaires étrangères de l'Iraq, M. Riyadh al-Qaysi, le 26 novembre 1998, je souhaite répondre aux propositions qu'elle contient concernant l'envoi en Iraq de trois équipes d'inspecteurs de la Commission.

Nous constatons avec satisfaction que la partie iraquienne est disposée à collaborer avec la Commission spéciale à propos de certains points prévus dans le calendrier des travaux du 14 juin 1998. Vous vous souviendrez que la Commission avait proposé elle-même, au début d'août 1998, les missions que l'Iraq réclame maintenant et qu'elle était disposée à les entreprendre. C'est pourquoi elle a conservé pendant deux mois, jusqu'au mois d'octobre 1998, les moyens techniques nécessaires au Centre de contrôle et de vérification de Bagdad.

Les propositions que contient la lettre de M. Riyadh al-Qaysi appellent de notre part les réponses suivantes :

1. Pour ce qui est de la demande tendant à ce qu'une équipe de la Commission participe à la recherche des obus de 155 mm remplis de gaz moutarde, la Commission est disposée à seconder la partie iraquienne dans ses investigations. Pour que cette participation soit efficace, l'Iraq devra nous donner des précisions sur les formes d'aide qu'il attend de la Commission. Comme il est dit dans le calendrier des travaux, "l'Iraq donnera à la Commission un préavis de deux semaines s'il doit demander la mise en place par la Commission de matériel de contrôle et de vérification". Si l'Iraq entend demander la mise en oeuvre de la technique du géoradar, nous devons recevoir des renseignements sur les sites à examiner et sur leur surface. La Commission pourra ainsi envoyer en Iraq les ressources et le matériel appropriés. Elle souhaiterait également recevoir à l'avance un état des conclusions de toutes les recherches dont il a été question dans la lettre du 25 novembre 1998 de M. Riyadh al-Qaysi (S/1998/1125, annexe). Ces conclusions seront traduites et le dialogue n'en sera que plus efficace. Pour l'heure, la Commission n'a reçu qu'un seul rapport de ce genre. Les procédures proposées permettraient de mener à bien le travail aussi rapidement que possible.

2. Pour ce qui est de la demande tendant à ce qu'une équipe de la Commission soit envoyée en Iraq pour contrôler le dénombrement des empenages de bombes aériennes R-400, la Commission est en voie de préparer une mission qui sera chargée de vérifier les déclarations de l'Iraq quant à l'inventaire de ces engins, empenages compris. Cette mission sera dépêchée en Iraq aussi rapidement que les circonstances le permettront.

/...

3. Pour ce qui est, enfin, de la troisième demande, relative à l'emplacement des puits de stockage des ogives spéciales, nous avons l'intention de charger de cette mission le Groupe de contrôle des missiles actuellement en poste au Centre de contrôle et de vérification de Bagdad, qui agira en collaboration avec ses homologues irakiens.

Il va sans dire que les préparatifs et la conduite de ces opérations prendront un certain temps. Pour écarter tout risque de malentendu entre nous, je tiens à préciser que je compte que la réalisation en commun de ces tâches n'aura aucun effet sur l'obligation de faire rapport au Secrétaire général qui incombe à la Commission, comme l'a indiqué le Président du Conseil dans son communiqué de presse du 15 novembre. Comme je l'ai fait savoir au Conseil au cours de nos consultations officieuses du 24 novembre, je pense pouvoir présenter un rapport dans deux ou trois semaines sur le point de savoir si l'Iraq a ou non décidé de reprendre sa collaboration sans réserve. Ce délai devrait être suffisant pour que nous achevions l'ensemble des activités prévues.

(Signé) Richard BUTLER

ANNEXE III

[Original : anglais]

Lettre datée du 29 novembre 1998, adressée au Président exécutif
de la Commission spéciale créée par le Secrétaire général en
application du paragraphe 9 b) i) de la résolution 687 (1991) du
Conseil de sécurité par le Sous-Secrétaire aux affaires étrangères
de l'Iraq

Me référant à votre lettre datée du 27 novembre 1998, adressée au Vice-Premier Ministre de la République d'Iraq, M. Tariq Aziz, je tiens tout d'abord à faire observer qu'à nos yeux, les tâches des missions dont l'Iraq a demandé qu'elles soient accomplies conjointement avec des équipes de l'UNSCOM, comme je l'indiquais dans ma lettre datée du 26 novembre, ne se rapportent pas, quant au fond, au désarmement, mais bien plutôt à des questions qui pourraient être abordées avec l'UNSCOM afin d'apporter de nouveaux éclaircissements lorsqu'il y aura lieu. Placées dans cette optique, les questions considérées ne pourraient empêcher de conclure de façon définitive que la phase de désarmement est d'ores et déjà achevée. L'examen de ces questions pourrait très bien être poursuivi au cours de la phase de contrôle s'il le fallait.

En ce qui concerne les points précis que vous abordez dans votre lettre, je répondrai suivant le même ordre que celui que vous y suivez.

1. Nous voudrions que l'UNSCOM mette en place du matériel de contrôle et de détection, moyens géoradar et détecteur d'agents chimiques compris. Les emplacements à inspecter sont les suivants :

a) Le site où les munitions périmées sont normalement détruites, dans l'enceinte du dépôt de munitions d'al-Aukhaider. Celui-ci se compose de quatre périmètres, dont deux d'environ 50 mètres sur 50, et deux de 25 mètres sur 25. Le sol est plat et sédimentaire;

b) L'endroit où a brûlé le semi-remorque, à proximité de Khan al-Ruba'a, sur la route de Karbala à Najaf. Le périmètre à inspecter mesure environ 150 mètres sur 40. Le sol est sableux;

c) Éventuellement, le site où les munitions périmées sont normalement détruites à l'extérieur de l'enceinte du dépôt de munitions d'al-Aukhaider, au lieu-dit al-Kusseer. Le périmètre à inspecter mesure environ 2 kilomètres sur 2. Le site comprend des puits d'un rayon de 10 à 15 mètres. Le sol est sédimentaire et inégal.

Il est prévu que les travaux requis prennent de 7 à 10 jours.

Il convient de noter que tous ces sites ont été inspectés par l'équipe No 248 de l'UNSCOM le 30 juillet 1998.

Quant à l'état de toutes les recherches mentionnées dans ma lettre du 25 novembre, je tiens à rappeler que celles-ci revêtaient un caractère interne et que les éléments d'information les concernant, qui ont été présentés aux

/...

autorités compétentes, l'ont été oralement et ne permettaient pas de déterminer de façon concluante ce qu'il était advenu des munitions en question. Tous les faits pertinents concernant nos efforts les plus récents étaient consignés dans le rapport du général Muhammed Shakir, dont un exemplaire a été remis à l'équipe No 248 de l'UNSCOM en juillet 1998. Il convient de faire observer à cet égard que ce sont les travaux sur le terrain, dont nous voulons espérer qu'ils débiteront dans les meilleurs délais, qui importent le plus.

En outre, comme je l'indiquais dans ma lettre, cette question importe pour la sûreté de l'Iraq, raison pour laquelle les autorités irakiennes compétentes ont entrepris de la régler avant même qu'elle ne soit soulevée par l'UNSCOM.

2. Nous croyons comprendre que ce qui restait à faire en ce qui concerne les R-400 ne consistait plus qu'à inventorier les empennages de ces bombes, qui se trouvent dans les entrepôts de l'armée de l'air irakienne. Nous voulons espérer que cette tâche aura très prochainement été menée à bien.

3. Nous voulons espérer que vous donnerez immédiatement pour instructions au Centre de contrôle et de vérification de Bagdad de s'acquitter de la tâche mentionnée au paragraphe 3 de votre lettre. Nous nous tenons prêts à commencer immédiatement de travailler avec le Centre.

Je tiens également à vous informer que le document concernant l'armement du missile 223, qui comprend 65 pages, a été transmis ce jour par la Direction nationale de la surveillance au Directeur par intérim du Centre, sous le couvert d'une lettre datée du 29 novembre 1998.

J'ai remarqué, soit dit en passant, nombre de déclarations faites par vous suivant lesquelles il vous faudrait deux à trois semaines pour déterminer si l'Iraq coopère à nouveau pleinement. Étant donné que ces déclarations ont été faites à différentes dates, je me demande, compte tenu en particulier du fait que nous avons décidé de reprendre la coopération avec l'UNSCOM le 14 novembre 1998, à quelle date a commencé la période que vous avez à l'esprit.

(Signé) Riyadh AL-QAYSI
